

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°296 DU LUNDI 02 OCTOBRE 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Interview

NIGER

P.3

« Macron a fait une erreur qui va coûter à la France »

(Thierno Boubacar Tounkara, géopoliticien)



Édito à vue d'Aigle

Une fête d'indépendance pas comme les autres !

Au moment où nous mettons sous presse, la Guinée s'apprêtait à célébrer l'An 65 de son accession à l'indépendance, dans les circonstances que l'on sait. Mais la particularité de cette année, c'est le fait que les autorités de la transition aient initié la Semaine de l'indépendance allant du 28 septembre au 2 octobre, à Conakry, dans les 33 préfectures et dans les ambassades à l'étranger... P.2

GEL DE SALAIRE DES MAGISTRATS P.4



L'AMC décide d'attaquer le ministre Charles Wright en justice

AN 65 DE LA GUINÉE

P.5



« Merci au Président Ahmed Sékou TOURE pour sa haute clairvoyance... » (Sayon Mara, juriste)

CULTURE

P.6



Ablaye Mbaye à cœur ouvert sur le single "La Guinée notre Paradis"

AN 65 DE L'INDÉPENDANCE GUINÉENNE

Le discours du président de la transition, Colonel Mamadi Doumbouya

P.7

AN 65 DE L'INDÉPENDANCE

P.8

Pr Alpha Amadou Bano Barry fait part de son rêve pour la Guinée

ISIDOROS KARDERINIS

L'économie Américaine sur une corde tendue

P.9

Édito à vue d'aigle



Une fête d'indépendance pas comme les autres !

Au moment où nous mettons sous presse, la Guinée s'apprêtait à célébrer l'An 65 de son accession à l'indépendance, dans les circonstances que l'on sait. Mais la particularité de cette année, c'est le fait que les autorités de la transition aient initié la Semaine de l'indépendance allant du 28 septembre au 2 octobre, à Conakry, dans les 33 préfectures et dans les ambassades à l'étranger.

Le 28 septembre 1958, l'on s'en souvient, la Guinée a massivement voté "Non" au référendum gaulliste. Un choix courageux qui lui ouvrira grandement et fièrement les portes de l'indépendance proclamée le 02 octobre de la même année. De 1958 à ce jour, les régimes qui ont eu à se succéder ont posé des actes diversement appréciés. Pendant 26 ans, c'est Sékou Touré, le Responsable suprême de la Révolution, qui a présidé aux destinées de la Guinée. Le natif de Faranah est présenté par

certaines comme un grand patriote doublé d'un défenseur attitré de la cause africaine. Pour d'autres par contre, le père de l'indépendance guinéenne, c'est aussi l'homme du tristement célèbre camp Boiro où beaucoup d'intellectuels ont péri pour avoir osé s'opposer à la façon dont le pays était dirigé. Le 3 avril 1984, une semaine après le décès du président Sékou Touré aux Etats-Unis, des suites de maladie, l'armée guinéenne à sa tête le colonel Lansana Conté, s'est emparée du pouvoir sans effusion de sang. Cet officier supérieur restera lui aussi au pouvoir pendant 24 ans. Au lendemain de sa disparition le 22 décembre 2008, le capitaine Moussa Dadis Camara et ses compagnons du CNDD se sont retrouvés à la tête du pays suite à un coup de force, au nez et à la barbe de ceux qui souhaitaient vivement la transmission du pouvoir par voie constitutionnelle. Malheureusement, le 28 septembre 2009, une manifestation pacifique des Forces vives de la nation a été réprimée dans le sang dans le plus grand stade de la capitale à l'époque, faisant plus de 150 morts, avec des dizaines de femmes violées. Le champion du RPG, le professeur Alpha Condé, deviendra en décembre 2010 le premier président démocratiquement élu de la Guinée indépendante. Après ses deux mandats constitutionnels, celui qu'on appelait affectueusement "l'Opposant historique" a cru devoir s'offrir un troisième mandat controversé et contesté dans les rues avec son lot de morts. Et vint le 5 septembre 2021. Ce jour-là, le colonel Mamadi Doumbouya, alors commandant du groupement des forces spéciales, a renversé le régime d'Alpha Condé accusé de crimes économiques et de sang. Il a promis d'organiser des élections libres et transparentes, de la base au sommet, pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition ne sera candidat.

Kéfina Diakité

JUSTICE

L'AMG lève son mot d'ordre de débrayage

L'association des magistrats de Guinée a tenu le vendredi 29 septembre une assemblée générale à la cour d'appel de Conakry. C'était sous l'égide de son président, Mohamed Diawara. Il a été décidé de lever le mot d'ordre de débrayage dans les cours et tribunaux du pays.



La résolution des magistrats a été lue par Juliette Mamy, chargée des affaires sociales de l'association des magistrats de Guinée (AMG).

« -Le mot d'ordre de débrayage annoncé le 17 août 2023 est levé. L'association des Magistrats de Guinée en abrégé AMG: invite les Magistrats à la reprise effective des activités sur toute l'étendue du territoire national à compter du 3 Octobre 2023; exhorte le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des droits de l'Homme au dégel des salaires des 15 Magistrats concernés ; exhorte également le Garde des sceaux à la cessation de publications des actes de suspension des Magistrats en application de l'article 39 alinéa 9 de la Loi 054 du 17 mai 2013 portant Statut des Magistrats et au respect des 12 points contenus dans la plateforme revendicative du 1er septembre 2023; indique qu'un comité de sortie de crise élargi

à d'autres Magistrats est mis en place pour le suivi de l'application effective de la présente résolution; précise qu'un préavis de 15 jours, à compter du mardi 3 octobre 2023, sera observé afin de s'assurer de l'effectivité de l'application de la présente résolution, faute de quoi, une grève générale et illimitée sera déclenchée sur toute l'étendue du territoire nationale; remercie les Magistrats de Guinée pour s'être massivement mobilisés pour la promotion, la protection et la sauvegarde de l'indépendance du judiciaire en République de Guinée », peut-on lire dans la résolution de l'association des magistrats lue par Juliette Mamy, chargée des affaires sociales.

Samuel Demba. D

Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu



Niger

« Macron a fait une erreur qui va coûter à la France » (Thierno Boubacar Tounkara, géopoliticien)

Le bras de fer entre la France et le Niger n'aura pas duré longtemps. Emmanuel Macron a finalement annoncé contre son gré, le retrait de l'armée et celui de l'Ambassadeur français sur le territoire nigérien à la date du dimanche 24 septembre 2023. Au-delà de ces annonces, quel avenir la France a-t-elle dans ses anciennes colonies. Nous en parlons avec Thierno Boubacar Tounkara, Directeur du Centre National de Recherche et d'Etudes Stratégiques-CNRES.

L'Aigleinfos : La France a finalement décidé d'annoncer le retrait de son armée et celui de son ambassadeur sur le territoire nigérien après plusieurs tractations avec les putschistes. Sur le plan géopolitique, quels sont les enjeux de ce retournement de situation ?

Thierno Boubacar Tounkara : C'est du jamais vu. Un ambassadeur et une armée qui refusent de partir d'un territoire qui ne les veut plus. Les relations entre les pays pour ce qui concerne les traités de Vienne donnent l'humilité et leur indiquent leurs devoirs et droits parce que c'est la représentation d'un pays auprès d'un autre. Et je crois que la France a perdu encore une occasion de rester encore en Afrique et dans le cœur des Africains parce que parmi toutes les puissances étrangères, c'est elle qui a décidé d'accompagner une intervention militaire au Niger pour déloger les putschistes. C'est déplorable pour la France. Dès le départ j'avais dit comment on peut faire revenir un président qui a été destitué ? C'est un mauvais calcul que Macron a fait là malgré toute l'admiration que j'ai pour lui à cause de ses



positions géostratégiques mais cette fois-ci il fait une erreur qui va coûter à la France.

L'Aigleinfos : Les relations entre la France et le Niger comme d'ailleurs la plupart des pays en coup d'Etat se sont dégradées après le renversement de ces régimes parce que ces anciennes colonies

soupçonnent l'Hexagone d'être complice des crises dont elles sont victimes. Dites-nous pourquoi la France s'est-elle entêtée autant en voulant refuser sa collaboration avec ses pays ?

Thierno Boubacar Tounkara : La France a été

prisonnière de sa position doctrinale, en défenseur de la démocratie, une démocratie dont les Nigériens n'en veulent pas. Les Nigériens ne veulent pas de Bazoum parce qu'une semaine après son élection, il a échappé à un coup d'Etat, et cela a continué. Bazoum est d'une minorité extrême et quand c'est cela, c'est difficile à tenir à la tête de ce pays. C'est ce que la France a refusé d'intégrer dans sa position.

L'Aigleinfos : Est-ce que cela sous-entend que ces bidasses détestent les Français ?

Thierno Boubacar Tounkara : Non ! Ces militaires ne détestent pas la France mais ce sont les populations qui rejettent les Français, et le cas du Niger le démontre autant. Pourquoi s'est-elle mise devant pour prononcer une intervention militaire. Pourquoi ? C'est là le nœud du problème.

L'Aigleinfos : Au Mali, Burkina Faso, la CEDEAO n'a jamais parlé d'intervention militaire, et toujours est-il que ces pays aussi ont décidé de mettre fin à leur collaboration avec le pays de De Gaulle ?

Thierno Boubacar Tounkara : Oui, mais au Niger, il y a eu trop d'ingérences dans les affaires. Et vous avez même vu au Mali, on a chassé l'ambassadeur et même la MUNISIMA. Les Africains ne veulent plus de ce

genre de comportement. Ils en ont marre. Les gens veulent se libérer de ces puissances qui donnent des ordres.

L'Aigleinfos : Le Niger est réputé être le pays qui produit le plus d'uranium, et beaucoup pensent que c'est à cause de ces ressources que la France n'a pas voulu quitter aussitôt. Qu'en pensez-vous ?

Thierno Boubacar Tounkara : C'est un peu exagéré. La part d'uranium que la France puise au Niger est un peu faible dans sa situation globale. C'est plutôt un problème d'idéologie, celui de la défense de la démocratie. Sinon le minerai en question, représente à peu près 15%...

L'Aigleinfos : Quelle devrait être désormais la politique ou l'approche de la France pour reconquérir ses anciennes colonies qui la décrient autant ?

Thierno Boubacar Tounkara : Il faut d'abord dire que pour le moment, elle a perdu la main ou je dirais le contrôle dans les pays francophones où elle a eu des problèmes. Il va falloir désormais qu'elle prenne du temps de changer de politique parce que l'Afrique a changé. L'Afrique de 1960 n'est pas celle de 2023. Il y a eu beaucoup d'évolutions. Le président Doumbouya vient de le dire à l'ONU. Les gens veulent être libres et faire leurs choix. Ce passé colonial de l'Afrique de papa, c'est fini. Il faut réinventer les choses. Et c'est là où je reproche aux intellectuels Français. Ils n'intègrent pas l'évolution des populations pour comprendre leurs préoccupations. La France est restée renfermée dans ses anciennes relations diplomatiques, la Françafrique que l'on connaît alors que les autres pays comme la Chine, l'Amérique, l'Angleterre avancent. C'est la présence de ces pays-là qui déstabilise la France.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Thierno Boubacar Tounkara, directeur du centre national de recherche, d'études stratégiques !

Thierno Boubacar Tounkara : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

DR. BERNARD GOUMOU AUX JEUNES DE LABÉ

« Rien n'est au-dessus de la Guinée... »

Le Premier ministre Dr Bernard Gomou s'est rendu récemment à Labé, dans le cadre du lancement officiel des opérations de la centrale électrique de Garambé. Il a mis cette occasion à profit pour prodiguer des conseils aux jeunes.

Dans son intervention, l'actuel locataire du palais de la Colombe, a invité les jeunes de Labé à faire preuve de

responsabilité, tout en leur demandant de mettre en avant la cohésion sociale et de tourner le dos aux choses inutiles.

« La jeunesse, croyez en votre pays. Tournez le dos à des perturbations inutiles, faisons confiance à la Guinée et à notre capacité commune à relever les défis. Rien n'est au-dessus de la Guinée. Essayons de comprendre les véritables enjeux des problèmes avant d'agir. Menons le projet de la Guinée, pas celui de quelqu'un qui ne pense qu'à vous que lorsqu'il est dans les difficultés, des difficultés qu'il aurait lui-même provoqué dans son petit coin. Réfléchissez par vous-mêmes. Le bon sens est la chose la mieux partagée, dit-on. Avant-hier, j'étais avec les représentants de tous les

jeunes de la Guinée au palais du peuple pour l'élection des membres du Conseil national de la jeunesse. Comme leurs aînés du secteur privé, comme ceux du football, les jeunes de Guinée ont démontré qu'ils sont capables de regarder et d'agir ensemble dans la même direction au profit de l'intérêt commun. Qu'on ne se trompe pas c'est dans la paix et la cohérence sociale que nous allons construire et améliorer les conditions de vie de nos populations », a conseillé Dr Bernard Gomou, Premier ministre de transition.

Mamadou Oury

INTERVIEW

Gel de salaire des magistrats

L'AMG décide d'attaquer le ministre Charles Wright en justice

Le bras de fer entre le Ministre la Justice, garde des sceaux et l'Association des Magistrats de Guinée est loin de connaître son épilogue. Après plus d'un mois de débrayage dans le secteur judiciaire suite à la suspension des magistrats de Labé, pour fautes professionnelles, Alphonse Charles Wright a décidé d'appuyer où ça fait mal. Dans une note publiée par le département, le garde des sceaux décide de geler le salaire des juges qui ont observé cette grève pour abandon de poste. Au lendemain de cette décision, l'institution concernée a répliqué à la note. Jacob Koïvogui, juge et membre du comité de sortie de crise, s'est exprimé au micro de votre quotidien.



L'Aigleinfos : Alphonse Charles Wright décide de geler le salaire de onze magistrats qui ne sont pas présentés dans leurs services pour abandon de poste. Comment vous voyez cette décision du Ministre contre ces membres de l'AMG ?

Jacob Koïvogui : Sincèrement nous sommes très peinés par rapport à ces actes illégaux que le Ministre de la Justice est en train de notifier. Si vous prenez l'acte de suspension de ces onze magistrats, vous allez trouver qu'il vise l'article 33 de la loi 054 portant statut des magistrats. Mais cet article est relatif au devoir de résidence. Autrement dit, les magistrats

doivent résider dans le ressort de la juridiction où ils exercent leur fonction. Ça n'a rien à voir avec la suspension du traitement salarial des magistrats. L'article 39 alinéa 09 de la loi 054 lui interdit la suspension salariale. Alors comme il en a décidé ainsi, cela est un abus d'autorité et de pouvoir.

L'Aigleinfos : Maintenant que la décision est prise, qu'allez-vous faire concrètement pour riposter à cette notification ?

Jacob Koïvogui : L'AMG par ma voix se réserve le droit de porter plainte contre ce Ministre de l'injustice. Nous allons porter plainte contre Charles Wright. Quand vous

prenez l'article 643 du code pénal, vous verrez que la définition de l'abus d'autorité, on peut faire ressortir des éléments constitutifs contre ce Ministre. Il va comprendre que le gardien de l'enfer ne peut pas mourir de froid et que nous magistrats, maîtrisons mieux les textes mieux que lui.

L'Aigleinfos : Quelle est cette juridiction que vous allez saisir contre Charles Wright ?

Jacob Koïvogui : L'article 02, 753 et suivants du code de procédure pénale en ce qui concerne les magistrats même en détachement. Lui, c'est son cas lorsqu'il était procureur général. Et maintenant en sa qualité de ministre de la

Justice, il commet des infractions et continue de demeurer magistrat. A ce titre, on peut engager des poursuites contre lui devant la chambre de la cour suprême. Il pense qu'il est dans un paradis pénal parce que la Haute Cour n'existe pas mais il saura bien sûr qu'il y a d'autres juridictions qui peuvent le juger. Et nous allons mettre en œuvre toutes les institutions judiciaires pour voir ce qu'il y a lieu de faire. Il en fait de trop !

L'Aigleinfos : Ce bras de fer perdure malgré le sit-in que vous avez organisé récemment et à la suite de cela, un comité de sortie de crise a été mis en place. Mais qu'est-ce qui n'a pas marché finalement ?

Jacob Koïvogui : Je vais vous rappeler que le Conseil d'Administration de l'AMG accompagné du Comité de sortie de crise dont je suis membre est de bonne foi. Nous avons rencontré les autorités de la cour suprême à trois reprises et pendant ce temps d'autres corporations, comme le barreau de Guinée, nous ont tendu la main. Tout cela c'est dans le cadre de la médiation mais étant dans sa logique de défier toutes ces autorités et ternir l'image des magistrats, il continue à poser des actes qui portent atteinte aux intérêts moraux et matériels de la magistrature et même pendant que nous faisons cela, il a suspendu notre collègue du TPI

de Mafanco et il a publié l'acte, tout cela en violation de la loi. Mais ce qui est grave, quand vous prenez l'acte de gel de salaire des magistrats, ça date du 13 septembre alors qu'on n'était pas à un mois du débrayage. Nous sommes allés en grève le 17 août dernier. Par la suite, il a envoyé des huissiers dans certaines juridictions pour tenter de nous dissuader en gelant le salaire de ces onze magistrats. Nous ne sommes pas intimidés, nous irons jusqu'à la fin.

L'Aigleinfos : Vous êtes quand-même conscient que d'autres magistrats se sont désolidarisés de votre mot d'ordre du débrayage. Est-ce que cela ne vous affaiblit pas ?

Jacob Koïvogui : En ce qui concerne les dissidents, ça ne nous surprend pas. Vous savez tout le monde n'a pas la même conception de la dignité du magistrat. Nous nous sommes résolument engagés et quelques-uns pourront en payer les frais pour que la justice soit réellement indépendante. Nous sommes dans cette logique.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Jacob Koïvogui, membre du comité de sortie de crise de l'AMG.

Jacob Koïvogui : C'est à moi de vous remercier !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

CÉLÉBRATION DE LA DATE DU 28 SEPTEMBRE

Ce qu'en pense Oussou Fofana de l'UFDG

Le samedi 30 septembre, l'UFDG, le parti de Cellou Dalein Diallo, a tenu son assemblée générale hebdomadaire, à son siège national. Son vice-président, Dr Fodé Oussou Fofana, a mis cette occasion à profit pour dire ce qu'il pense de la célébration de la date historique du 28 septembre.

Pour Dr Fodé Oussou Fofana, le 28 Septembre a désormais une double signification pour les Guinéens: le 28 septembre 1958 (le Non au référendum gaulliste) et le 28 septembre 2009 (massacres du stade du même nom à Conakry). « Je voudrais, au nom du président et l'ensemble des militants, féliciter le peuple

de Guinée et une pensée pour les pères de l'indépendance. Nous avons été fiers d'avoir cette indépendance. Mais avant le 02 octobre, il y a eu le 28 septembre. Tous les Guinéens ont voté Non. Nous avons donné l'exemple aux autres pays. Une date mitigée, puisque vous savez que le 28 septembre 2009,

des Guinéens ont protesté contre le régime d'alors mais malheureusement, nous avons vécu ce que nous avons vécu. Des femmes ont été violées, d'autres jetées dans les fosses communes. Donc on se demande est-ce qu'il faut fêter ? C'est triste, j'espère que nous allons tirer des leçons », a déclaré Dr Fodé

Oussou Fofana à l'AG de l'UFDG, l'une des principales formations politiques du pays. Comme on le sait, son leader, Cellou Dalein Diallo, cité dans l'affaire Air Guinée, est absent du pays depuis des années.

Kèfina Diakité

AN 65 DE LA GUINÉE

« Merci au Président Ahmed Sékou TOURE pour sa haute clairvoyance... » (Sayon Mara, juriste)

Comme beaucoup d'autres Guinéens, le juriste Sayon Mara, par ailleurs Conseiller national de la transition, a rendu hommage au président Ahmed Sékou Touré et ses compagnons à l'occasion de l'An 65 de l'indépendance de la Guinée. C'était dans une tribune publiée dans la presse et intitulée "An 65 de la Guinée : Merci une fois encore à Sékou TOURE et compagnons !".



« Il y a 65 ans, la Guinée célébrait pour la première fois son indépendance. Le 2 octobre 1958, elle a arrosé sa victoire sur l'impérialisme, après plus de 60 ans de colonisation française, d'asservissement, dont la mémoire continue de crisp ses relations avec Paris.

Merci au Président Ahmed Sékou TOURE pour sa haute clairvoyance, sa vision panafricaniste et son sens élevé de patriotisme. Merci à l'honorable Saïfoulaye DIALLO, Premier Président de l'Assemblée nationale ; merci à M. Lansana BEAVOGUI, le Premier Premier Ministre ; merci à l'héroïne Hadja Mafory BANGOURA pour son combat patriotique ; merci à tous les compagnons de l'indépendance de l'homme du NON à De Gaulle.

Merci à tous ces anonymes qui, de leur côté, se sont battus pour que la Guinée, notre mère patrie, s'affranchisse entièrement du joug colonial. Merci d'avoir coupé, avec audace, le cordon ombilical avec les puissances impérialistes. Merci d'avoir résisté à la volonté de déstabilisation de notre pays par les forces démolisseuses. Malgré la suspension de l'aide économique de la France à l'époque, le gel des avoirs du pays, la Guinée, devenue la bête noire de l'Etat français, a tenu le coup.

De 1958 à 1984, 58 coups d'Etat palpables manqués

contre le premier régime guinéen, selon l'homme d'affaires et homme politique français, le prince des ténèbres M. Jacques Foccart. Également surnommé Monsieur Afrique ou grand ordonnateur de la Françafrique, cet homme de l'ombre et chouchou du Général De Gaulle qui a joué un grand rôle dans les opérations secrètes pour la préservation du pré carré africain francophone, s'est confessé en reconnaissant, avant sa mort en 1997, que les complots permanents contre la figure de proue de la souveraineté guinéenne, par son pays, étaient évidents.

Aussi, Maurice Robert, chef du secteur Afrique du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) de 1958 à 1968, s'est confié dans ses mémoires en 2004 : « Nous devions déstabiliser Sékou Touré, le rendre vulnérable, impopulaire et faciliter la prise du pouvoir par l'opposition. [...] Une opération de cette envergure comporte plusieurs phases : le recueil et l'analyse des renseignements, l'élaboration d'un plan d'action à partir de ces renseignements, l'étude et la mise en place des moyens logistiques, l'adoption de mesures pour la réalisation du plan. » Ainsi, l'opération « Persil » est mise en route.

Malgré ces témoignages accablants de ces personnes

les mieux placées pour parler de la véracité ou non des cabales contre la première République, des guinéens continuent de crier à tort que tous les complots contre la Guinée sous Sékou TOURE étaient imaginaires. Certains, comme l'a souligné une fois l'ancien Premier Ministre guinéen M. Jean Marie DORE, confondent leur haine personnelle contre Sékou TOURE à la réalité historique. Quelle mauvaise foi !

Certes, le Président Ahmed Sékou TOURE n'était pas saint, mais il n'était pas non plus un démon comme veulent faire croire certains.

A toutes ces femmes à poigne, ces hommes audacieux, sans lesquels la Guinée ne serait pas ce qu'elle est actuellement, complètement affranchie de l'influence extérieure, nous vous disons merci. Gracias !

« Le temps est le seul bon juge », nous enseigne un vieil adage populaire. Évidemment, plusieurs années après son rappel à Dieu, le temps continue de donner raison au

Président Ahmed Sékou TOURE.

Permettez que je fasse cette périologie. La Guinée ne cessera jamais de remercier les pères de l'indépendance guinéenne pour leur lutte. Grâce à cette intrépide lutte aujourd'hui, notre patrimoine commun est libre, totalement libre de tous ses mouvements.

La Guinée dispose fièrement de sa propre monnaie. Aucune armée d'occupation étrangère n'est présente sur son sol. Elle jouit de ses ressources naturelles comme bon lui semble car, aucune Nation ne lui dicte ses lois. Heureusement, tous les dirigeants successifs après le Président Ahmed Sékou TOURE ont suivi la même ligne, la même trajectoire.

«... Nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage...» Ces propos historiques et mémorables du père de l'indépendance de notre pays résonnent encore dans les mémoires. Ils tournent aujourd'hui en boucle sur les réseaux sociaux comme si

c'était maintenant.

Les quiproquos comiques qui se passent actuellement dans certains pays africains qui ont du mal à se débarrasser de l'ancien maître qui leur colle à la peau comme une sangsue tibérienne, donnent encore raison à la Guinée de Sékou TOURE. Allah té !

Évidemment, la bataille que certains pays africains mènent actuellement pour leur indépendance totale, pour se débarrasser de la relation cavalier-cheval, la Guinée, notre resplendissante Guinée à tous, l'a déjà menée depuis les premières heures de son indépendance grâce à ses dignes et valeureux fils. Merci aux pères fondateurs de l'Etat guinéen.

65 fois «... Nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage.. »

Bonne fête d'indépendance à tous ! Paix à l'âme de nos martyrs qui se sont battus pour que l'on puisse célébrer ce jour ! », a écrit Sayon MARA, Juriste.

Mamadou Saïdou

PROCÈS DES ÉVÉNEMENTS DU

28 SEPTEMBRE 2009

L'AVIPA et l'OGDH tiennent à l'application de la loi portant protection des victimes

A la faveur d'une conférence de presse qu'elles ont animée le jeudi 28 septembre 2023, en prélude à la reprise du procès des massacres du 28 septembre 2009, l'Association des Victimes Parents et Amis (AVIPA), la FIDH et l'OGDH ont demandé l'application de la loi portant protection des victimes.

« Comme vous avez suivi l'ouverture de ce procès avec nous, nous disons qu'il répond aux standards internationaux en matière d'équité et toute la procédure est respectée. Les parties civiles ont eu l'opportunité, pour certaines, de s'exprimer, mais ce n'est

pas fini. Nous continuerons à faire défiler ces parties parce qu'il y a une multitude de cas. En tant que partie civile, nous sommes déterminés à aller témoigner à l'audience, même si certains sont réticents du fait que justement il y a des choses qui auraient dû être faites, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la loi sur la protection des personnes à risque et des victimes et témoins », a déclaré le vice-président de l'Organisation Guinéenne de défense des Droits de l'Homme, Me Alpha Amadou DS Bah.

La présidente de l'Association des Victimes

Parents et Amis du 28 septembre (AVIPA), Asmaou Diallo, dans son intervention, a fait savoir que plusieurs femmes seraient menacées depuis leur témoignage à la barre.

« Actuellement, on a parmi elles qui sont menacées, qui sont obligées de changer de logement à chaque fois, parce qu'elles ne se sentent pas du tout en sécurité. Nous voulons vraiment qu'il y ait une sécurité pour toutes les victimes et même les avocats, puisqu'il y a certains d'entre eux qui sont également menacés », a-t-elle déclaré.

Mamadou Oury



CULTURE

Ablaye Mbaye à cœur ouvert sur le single "La Guinée notre Paradis"

Le groupe Degg J Force 3, à travers son label Meurs Libre Prod, a sorti un nouveau single titré «La Guinée Notre Paradis». Cet hymne musical, inspiré par la beauté de la Guinée, vise à promouvoir et valoriser le pays à travers le concept du «Branding Guinée». Ablaye Mbaye, patron de la maison de production Meurs Libre Prod, s'est confié à notre micro pour parler de cette nouvelle aventure.



L'Aigleinfos : C'est quoi ce nouveau projet « La Guinée notre paradis » ?

Ablaye Mbaye : "La Guinée notre paradis" est ce projet de valorisation et de promotion de la Guinée, c'est aussi une opportunité inégalée pour voir en nous, notre magnifique pays. Cela suscite le patriotisme que chacun d'entre nous a au fond de son cœur et dans son âme. C'est aussi pousser à un tourisme interne entre nous et une invitation externe aux autres de venir découvrir toutes ces richesses de notre pays afin de venir investir ici. Et tout ça à travers le Branding national qui est la marque du pays. Je pense que cet hymne qu'on a fait va passer dans toutes les familles pour longtemps.

C'est ça la Guinée notre paradis.

L'Aigleinfos : Après le lancement de ce projet, à quoi peut-on s'attendre pour la suite ?

Ablaye Mbaye : Ce projet va être déployé sur plusieurs axes. Au-delà du morceau, il y aura des activations communautaires dans les marchés, des forums dans des universitaires et écoles, des matchs de football dans des localités éloignées pour rencontrer des jeunes, parler avec eux de ce que c'est le rêve que nous avons pour cette Guinée si on se met à la tâche tous.

L'Aigleinfos : Quels sont les artistes qui ont été associés à ce projet ?

Ablaye Mbaye : Il y a notre maman Binta Laly avec un

couplet très émouvant, sa rentrée crée la chair de poule ; Djelikaba Bintou, Aïcha Kindia, des garçons comme Azaya, Moussa Mbaye, Fish Killer, Antoine Flingo, Ans-T Crazy, Alifa et moi-même qui avons chanté ce morceau. Retenez ceci, ce projet va au-delà d'un morceau car c'est la Guinée qui est mise en avant sur l'aspect culturel.

L'Aigleinfos : Au-delà de la dimension nationale, qu'est-ce que vous avez suffisamment de moyens pour pérenniser ce projet « La Guinée notre paradis » ?

Ablaye Mbaye : Aujourd'hui, les besoins sont énormes pour mettre ce genre de projet en place et pouvoir mettre aussi une tournée sérieuse que ça. La chance que nous avons est que le leadership de certains hommes de ce pays qui croient en nous, décident de nous accompagner, il y a aussi et surtout le Baranding national qui nous accompagne entièrement et d'autres partenaires aussi pour en faire une réalité. Donc c'est le lieu de remercier toutes ces personnes qui croient en nous parce que « La Guinée notre paradis » c'est d'abord la Guinée.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Ablaye Mbaye, patron de Meurs Libre Production !

Ablaye Mbaye : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

ACCORD-CADRE SINO-GUINÉEN

Les observations de Bah Oury en AG de l'UDRG

A la faveur de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UDRG qui s'est tenue le samedi 30 septembre 2023 au siège du parti à Kipé, dans la commune de Ratoma, son président, Bah Oury, ancien ministre de la Réconciliation nationale, s'est posé un certain nombre de questions sur l'accord-cadre sino-guinéen qui avait été signé en septembre 2017 pour la construction d'infrastructures.



L Il faut rappeler que cet accord portait sur un montant de 20 milliards de dollars US dont le décaissement devait se faire progressivement entre 2017 et 2036. Dans cette somme, 300 millions de dollars devraient servir à la construction de l'axe Hamdalaye- Cimenterie. Malheureusement aucune trace significative n'est perceptible sur le terrain. Une situation qui ne laisse pas indifférent le chef de file de l'UDRG. A la faveur de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UDRG qui s'est tenue le samedi 30 septembre 2023 au siège du parti à Kipé, dans la commune de Ratoma, il est revenu sur le sujet.

« Nous devons nous poser des questions sur qu'est-ce qui est devenu l'accord-cadre sino-guinéen, parlant des 20 milliards de dollars qui devraient financer les infrastructures. Pourquoi la route Hamdalaye-Cimenterie qui demande 300 millions de dollars n'est pas financée dans le cadre de ce même accord et qu'il faut demander un autre financement pour cela ? », a fait remarquer Bah Oury.

Reste à savoir maintenant si ses préoccupations seront prises en compte. Attendons de voir.

Kéfina Diakité

Les patriotes toujours parlent de mourir, mais jamais de tuer pour leur patrie.

Bertrand Russell

AN 65 DE L'INDÉPENDANCE GUINÉENNE

Le discours du président de la transition, Colonel Mamadi Doumbouya

A la veille de la célébration de l'An 65 de l'indépendance guinéenne, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya a fait une adresse à la nation. Un discours dont nous vous livrons ici l'intégralité.

Guinéennes,
Guinéens,
Mes Chers
Compatriotes,

Demain, le 02 octobre 2023, la Guinée, notre cher pays, célèbre le 65ème anniversaire de son accession à la souveraineté.

Cette fête nous rappelle et galvanise notre fierté, notre dignité comme en ce jour du 02 octobre 1958. Elle célèbre notre liberté recouvrée, exalte la bravoure de nos vaillantes Forces de Défense et de Sécurité et glorifie le courage, le dynamisme de nos femmes, de nos hommes, notamment de notre jeunesse entreprenante, espoir de demain.

Guinéennes, Guinéens, Mes Chers Compatriotes,

Ce 65ème anniversaire m'offre encore l'occasion solennelle de vous souhaiter une très bonne fête.

Je tiens particulièrement à saluer, au nom de la Nation, nos anciens combattants ainsi que tous les compagnons de l'Indépendance, pour tous les sacrifices consentis pour la défense de notre Patrie et pour cette liberté que nous célébrons aujourd'hui. Hommage à tous nos devanciers, illustres ou anonymes, qui nous permettent aujourd'hui de célébrer cette Indépendance pour laquelle plusieurs d'entre eux ont consacré leurs vies et consenti d'énormes sacrifices.

Guinéennes, Guinéens,

Les défis auxquels nous sommes confrontés ne connaissent évidemment pas de réponses simples. Mais, je suis persuadé que nous trouverons ensemble des solutions adaptées, grâce à notre créativité et notre persévérance. Il y a de bonnes raisons de croire en l'avenir, car le chemin déjà parcouru est une preuve éloquente de la résilience de notre peuple.

En effet, le 5 septembre 2021, lorsque les Forces de Défense et de Sécurité prenaient leurs



responsabilités pour la rectification institutionnelle de notre pays, le tissu social était complètement fissuré, avec une quasi absence des valeurs du vivre-ensemble. Les Guinéens ne se regardaient plus en frères et sœurs.

C'est pourquoi le thème central du 65ème anniversaire de notre accession à l'indépendance n'est pas fortuit : «S'inspirer du Passé pour Construire le Futur Ensemble». Ceci, dans le but d'atteindre dans un ordre très précis les trois priorités de la Transition qui portent sur le SOCIAL, l'ÉCONOMIQUE et le POLITIQUE.

L'état de fragilité sociétale de notre chère Patrie était tel que nous avons trouvé une société complètement gangrenée par le communautarisme et le tribalisme, une cohésion nationale inexistante. La fierté d'être Guinéen était, dès lors, profondément ébranlée. Le premier devoir que nous avons alors était de panser ces plaies et permettre aux Guinéens de se retrouver enfin pour construire un avenir radieux pour nous et pour les futures générations.

Notre société est faite de valeurs et de croyances et nous savons que, quelles que soient les divergences, les Guinéens restent profondément attachés à leur patrie.

Nous continuons d'entreprendre les actions

pour resserrer les liens, restaurer la paix, la quiétude, renouer le dialogue et rétablir la confiance entre les populations et les gouvernants. Cependant, il reste encore beaucoup de défis, notamment la réalisation des réformes institutionnelles et politiques pour atteindre les objectifs de bonne gouvernance, afin de bâtir une Guinée unie, prospère, pacifique, où chaque citoyen, quelle que soit son origine ethnique, religieuse ou politique, a sa place et ses droits respectés.

Mes Chers Compatriotes,

La situation économique de notre pays est un autre défi majeur que nous devons relever. La Guinée dispose de ressources naturelles abondantes, mais nous devons les exploiter de manière responsable et équitable au profit de tous les Guinéens. Nous sommes déterminés à lutter contre la corruption et à promouvoir la transparence dans la gestion des ressources publiques. Nous travaillons également à diversifier notre économie pour réduire notre dépendance. La transformation des produits locaux est un axe clé de notre processus de développement irréversible.

Le secteur agricole est au cœur de notre stratégie de diversification économique. Nous investissons dans l'agriculture pour accroître la production alimentaire et

créer des emplois dans les zones rurales. Nous encourageons également les investissements dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, de l'infrastructure et des technologies de l'information pour stimuler la croissance économique.

Dans le cadre des secteurs prioritaires comme la Santé, les Infrastructures et l'Éducation, les réalisations ainsi que les efforts consentis sont visibles par nos concitoyens. Ainsi, la santé n'ayant pas de prix, nous avons mobilisé, et continuons de le faire, d'importantes ressources financières et matérielles pour la rénovation, la construction d'hôpitaux ainsi que de centres de santé de proximité à travers tout le pays, pour donner à nos populations un accès à des soins de qualité, à moindre coût.

En ce qui concerne l'Éducation, nous sommes déterminés à améliorer l'accès à un enseignement de qualité pour tous les Guinéens. L'éducation est la clé du développement de notre pays, et nous investissons dans la construction d'écoles, la formation des enseignants et l'élaboration de programmes éducatifs adaptés.

Des réformes courageuses sont en cours dans plusieurs secteurs, notamment dans la Fonction Publique en particulier, avec la bio métrisation des

fonctionnaires qui sera bientôt terminée. Celles-ci ouvriront des perspectives d'emploi pour les jeunes, en plus des opportunités considérables qui seront offertes dans le cadre du Projet Simandou.

Mes Chers Compatriotes,

La Guinée est sur la voie de la réconciliation, du développement et de la prospérité. Mais, il reste beaucoup de travail à faire, et nous devons le faire ensemble. Chacun de nous a un rôle à jouer dans la construction de l'avenir de notre pays en s'inspirant du passé pour construire le futur ensemble.

S'inspirer du Passé pour Construire le Futur Ensemble... c'est rétablir le vivre-ensemble, permettre à chaque Guinéenne et Guinéen d'avoir l'amour de son prochain pour un avenir radieux pour tous et pour les futures générations...

S'inspirer du Passé pour Construire le Futur Ensemble, c'est amorcer le processus de développement économique irréversible pour le plus grand bonheur du peuple souverain de Guinée...

S'inspirer du Passé pour Construire le Futur Ensemble, c'est bâtir des institutions fortes, avec une Constitution qui nous ressemble et nous rassemble avec pour seul but les intérêts du peuple souverain de Guinée.

Je tiens à réaffirmer mon engagement pour la Guinée et pour notre peuple. Je suis convaincu que, grâce à notre unité, notre détermination ainsi que notre solidarité active, nous continuerons à faire face aux défis auxquels notre pays est confronté.

Bonne fête de l'Indépendance à toutes et à tous.

Vive la Guinée unie et prospère !

Je vous remercie, a déclaré le Colonel Mamadi DOUMBOUYA, Chef de l'Etat

Mamadou Oury

AN 65 DE L'INDÉPENDANCE

Pr Alpha Amadou Bano Barry fait part de son rêve pour la Guinée

Le jeudi 28 septembre, lors du panel intitulé « comment vendre le rêve guinéen? » au palais du peuple de Conakry, en présence du présence du Premier ministre Dr Bernard Goumou, l'ancien ministre Pr Alpha Amadou Bano Barry a fait part de son rêve pour la Guinée. C'était dans le cadre de la Semaine de l'indépendance nationale.



« Monsieur le Premier Ministre, à mon âge, on dort peu avec un sommeil léger. Mais il arrive des moments de sommeil et pendant cette période, j'ai rêvé et souhaite le partager avec vous. Je fais le rêve qu'un jour, les 23 bassins fluviaux, les 400 milliards de m³ d'eau de surface, les 13 milliards de m³ d'eaux souterraine et les 1 988 mm/an d'eaux pluviales de la Guinée vont permettre de faire couler de l'eau potable dans les robinets des 33 préfectures, des 38 communes et des 303 sous-préfectures. Je fais le rêve qu'un jour, les 25 millions d'hectares de terres agricoles et les 13 millions d'hectares de terre arables de la Guinée seront capables d'assurer

l'autosuffisance alimentaire, de faire de la Guinée un exportateur de produits agricoles comme avant l'indépendance.

Je fais le rêve qu'un jour, les 300 km du littoral sur l'Atlantique, les 1165 cours d'eau, les 8 millions de bovins, les 6 millions de caprins et les 140.000 porcins et les 32 000 volailles de races locales de la Guinée permettront de diversifier et de sécuriser l'alimentation du pays.

Je fais le rêve qu'un jour, les 40 milliards de tonnes de bauxites de notre sous-sol seront transformés en alumine et en aluminium pour faire des marmites, des bâtiments, des tables-bancs et des véhicules

ici et maintenant à Sangarédi, à Boffa, à Fria et à Conakry.

Je fais le rêve qu'un jour, les 2 milliards de tonnes de fer des monts Nimba, Simandou, du Kalia et de Forécariah permettront de faire élever au ciel les cheminées et les hauts fourneaux des forgerons de la Guinée médiévale.

Je fais le rêve qu'un jour, les millions de carats de diamant seront taillés à Banankoro et les centaines de tonnes d'or seront raffinés dans le Bouré.

Je fais le rêve qu'un jour, la Guinée sera traversée par des autoroutes de Kaaka à Mandiana, de Lénkérin à Zoo, de Pamalap à Sansalé et qu'aucun Guinéen ne dira qu'il n'a jamais vu une route bitumée.

Monsieur le Premier ministre,

Je fais le rêve qu'un jour, la jeunesse guinéenne saura que la diversité climatique, topographique et géographique fait de la Guinée une synthèse de l'Afrique de l'Ouest, le plus beau pays d'Afrique qui mérite d'être vu avant de mourir de soif dans le Sahara, de se noyer dans la méditerranée ou le Rio Grande, de finir parquer comme du bétail dans les prisons à ciel ouvert de Lampédousa et que « Footéta n'est pas en couleur ».

Je fais le rêve qu'un jour en Guinée nous utiliserons le train pour aller de Almamy à Tombo à Thuo, de l'Ouest à l'Est du pays pour admirer les cascades de la Soumba à Dubréka, les chutes d'eaux de Biradé, le cours d'eau de

Bamban sur lequel il est interdit de faire le linge, le lac de Samaya, les grottes de Tanènè, la rocheuse de Maléa, la zone sacrée de Yatougouly dans le Kania, le Mont Badiar, la dame du Mali, les chutes de Kambadaga, de Ditinn, de Kinkon et de Saala.

Je fais le rêve qu'un jour les jeunes de Guinée vont découvrir dans ce train la savane boisée entrecoupée par les prairies des plaines alluviales qu'inondent chaque année les crues du Milo, du Niandan, du Tinkisso, du Fié et du Sankarani pour fertiliser le sol et nourrir le mandingue. Je fais le rêve qu'un jour, les jeunes de Guinée traverseront dans ce train les massifs élevés aux versants souvent abrupts, des plateaux, des plaines de piedmont, des bas-fonds et des vallées inondables de la Guinée des forêts humides de la Guinée forestière.

Je fais le rêve que les jeunes de Guinée prendront ce train pour visiter l'histoire de la Guinée en commençant par la prison coloniale de Fotoba, les ruines du site d'exportation de nos frères vers les Antilles par les négriers, la tombe des 2 officiers français et des 11 tirailleurs tombés à la prise du « Waliou » de Gomba, des grottes préhistoriques à Télémlé, la première capitale du Mali, la demeure de Samory Touré.

Monsieur le premier Ministre ;

Je fais le rêve qu'un jour, les

jeunes sauront que leur pays est riche de sa diversité ethnique et culturelle. Qu'un Barry de Timbo est un Keita dans Niani et redevient Soumah dans le Rio Pongo ; qu'un Kaba du Baté devient Sow dans Kébali et un Touré dans le Wassoulou ; qu'un Conté de Waawa devient Bah dans Gongoré.

Je fais le rêve que tous les jeunes de Guinée sachent que la table de multiplication est à réciter, que la conjugaison est à apprendre, que le vocabulaire s'acquiert par la lecture et que les diplômes sans compétences sont justes des vulgaires papiers sans intérêt.

Je fais le rêve qu'un jour les jeunes de Guinée comprendront que les réseaux sociaux ne sont pas des bureaux, que Tiktok rend Toctoc, que Facebook n'est pas le dictionnaire, que réviser ses leçons est meilleure à WhatsApp.

Je fais le rêve qu'un jour en Guinée que ne comptera que la compétence, l'honnêteté et l'amour de l'autre pour respecter notre devise : « Travail, Justice, Solidarité ».

Jeunes de Guinée, Monsieur le Premier ministre, j'espère que vous faites le même rêve que moi.

Merci », dit Pr Alpha Amadou bano Barry

Mamadou Saïdou

SEMAINE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE

« Le RPG salue avec tous les honneurs nos devanciers... », (Marc Yombouno, ancien ministre)

Le RPG Arc-en-ciel a tenu son assemblée générale le samedi, 30 septembre, à son siège national, à Gbessia, dans la commune de Matoto. La Semaine de l'indépendance nationale initiée par les autorités de la transition s'est invitée dans les débats.

Marc Yombouno est membre bureau politique national du RPG Arc-en-ciel et ancien ministre du Commerce sous le régime d'Alpha Condé. Dans

son intervention de circonstance à cette AG, il s'est prononcé sur la célébration de l'An 65 de l'indépendance guinéenne. « Nous sommes fiers de cet événement. Donc le RPG salue avec tous les honneurs nos devanciers, nos papas, nos mamans qui ont lutté contre le colonialisme mais surtout, ceux qui nous ont permis d'avoir le 2 octobre, notre indépendance. Nous voulons parler du feu président

Ahmed Sekou Touré, que son âme repose en paix, et de tous ses compagnons et nous saluons aussi la mémoire du feu président Lansana Conté après les indépendances... La particularité qu'il y a à souligner, de l'indépendance jusqu'au temps de feu Sékou Touré et de feu Général Lansana Conté, c'étaient des festivités, c'étaient des mobilisations, des défilés, c'est tout pour toute la nation. La particularité que le professeur Alpha Condé a

imprimée à son avènement au pouvoir en 2010, c'était de faire des fêtes tournantes. Imaginez aujourd'hui, qu'on dise une semaine de festivités pour l'indépendance, c'est une première, mais est-ce que c'est une bonne chose? Parce que c'est l'argent qui sort. Il y a plus de travail dans les bureaux, c'est des festivités, c'est la danse, c'est d'envoyer les missions dans les 33 préfectures, avec quel budget ? Le professeur Alpha Condé a

dit même si c'est la seule journée qui est fêtée, au temps de feu Ahmed Sekou Touré et feu général Lansana Conté, ce peu d'argent qu'on utilise pour une journée, j'ajoute d'autres montants, pour faire des fêtes tournantes pour réaliser des choses concrètes dans les localités », a déclaré Marc Yombouno.

Mamadou Saïdou

L'économie Américaine sur une corde tendue

L'Amérique se trouve aujourd'hui au moment le plus critique de son histoire moderne. Elle est menacée d'un effondrement qui, s'il se produit, entraînera la majeure partie du monde dans sa chute.

La dette américaine a désormais, dans un contexte d'inflation élevée, de hausse des taux d'intérêt (la plupart des analystes économiques s'attendent à ce que la banque centrale américaine continue de relever les taux) et d'incertitude économique croissante, dépassé 33 mille milliards de dollars en septembre 2023 et s'élève à 124 % du PIB. Et le déficit du gouvernement général – c'est-à-dire le gouvernement fédéral et les collectivités locales – dépasse 7 % du PIB. Ce niveau d'endettement est plus de trois fois supérieur à celui de 2008 (10 mille milliards de dollars) et 10 fois supérieur à celui de 1990 (3,2 mille milliards de dollars). Les niveaux d'endettement des États-Unis ont considérablement augmenté ces dernières années, en particulier après une augmentation de 50 % des dépenses fédérales entre les exercices 2019 et 2021, selon les données du département du Trésor américain.

Cette dure réalité a conduit la Chambre et le Sénat à adopter, début juin 2023, la législation nécessaire qui relève le plafond des emprunts fédéraux tout en imposant certaines limites aux dépenses.

Ceci, bien sûr, a été fait afin d'éviter une faillite catastrophique du gouvernement, c'est-à-dire le scénario dans lequel le pays déclarerait défaut, incapable de payer ses créanciers et de payer les salaires et les retraites, ce qui aurait évidemment un impact négatif catalytique sur les marchés internationaux, ainsi que dans l'économie américaine et mondiale, compte tenu de l'ampleur de la dette américaine.

L'accord sur la dette permet notamment de suspendre pendant deux ans, jusqu'au 1er janvier 2025, soit la période qui suivra les élections



présidentielles extrêmement critiques pour la planète entière de novembre 2024, la limite maximale d'emprunt du public américain (31,4 mille milliards de dollars).

Cependant, la plus grande économie du monde s'est retrouvée une fois de plus confrontée à la perspective d'une fermeture du gouvernement. Ainsi, le Congrès a récemment adopté le projet de loi de financement à court terme pour éviter un «shutdown» du gouvernement (c'est-à-dire la faillite des États-Unis) quelques heures seulement avant la date limite et garantit le financement jusqu'au 17 novembre, tout en excluant toute nouvelle aide à l'Ukraine. Une fermeture du gouvernement qui mettrait au chômage des dizaines de milliers d'employés fédéraux sans salaire et suspendrait divers services gouvernementaux commencent à 00h01 le dimanche 10/1/2023. Une exception serait toutefois le personnel requis pour des fonctions étatiques telles que la défense, les fonctions de police

ou d'autres fonctions vitales, qui resteraient en service sans rémunération.

Le récent accord de 45 jours visant à maintenir le gouvernement ouvert a fait naître un risque entre octobre et novembre, un point où il pourrait finir par causer davantage de dégâts aux chiffres du PIB du quatrième trimestre. Bloomberg Economics estime que chaque semaine de fermeture réduit d'environ 0,2 point de pourcentage la croissance annuelle du PIB, la plupart mais pas la totalité se rétablissant une fois le gouvernement ouvert.

Dans le même temps, en mars 2023, trois banques aux États-Unis d'Amérique ayant une activité importante dans le domaine de la technologie et des crypto-monnaies se sont effondrées. Il s'agit plus précisément de Silvergate Bank, de Silicon Valley Bank et de Signature Bank. Cela a été suivi par l'effondrement, le rachat et la fermeture d'une autre banque, First Republic Bank, en mai 2023.

Il y a actuellement 725

banques américaines sur la liste des décès de la FDIC. La pression exercée sur le secteur financier par les faillites bancaires reste une menace. La crise bancaire n'est pas un problème de qualité des conditions de crédit, mais est provoquée – désormais – par l'incapacité à financer la dette américaine en constante augmentation.

En outre, de nouvelles menaces menacent de faire dérailler l'économie américaine. La liquidation des actions en septembre a poussé le rendement des obligations à 10 ans à un sommet de 4,6 % depuis 16 ans. Des coûts d'emprunt plus élevés sur une période plus longue ont déjà fait chuter les marchés boursiers. Ils pourraient également mettre en péril la reprise du secteur immobilier et dissuader les entreprises d'investir.

En outre, de nombreux analystes financiers qualifient la réactivation imminente des prêts étudiants fédéraux, après la fin d'un gel pandémique de trois ans et demi, de choc potentiel pour l'économie. Près de 44 millions d'emprunteurs commenceront à payer en moyenne 393 dollars. Inévitablement, cela signifiera moins de dépenses ailleurs, du moins pour certains ménages.

Par ailleurs, depuis le 15 septembre, le syndicat United Auto Workers est engagé dans une grève historique contre les trois principaux constructeurs automobiles de Détroit: Ford, GM et Stellantis N.V., qui, selon une étude du groupe Anderson, a coûté en une semaine seulement aux États-Unis économie de plus de 1,6 milliard de dollars.

Dans le même temps, les crises des prix du pétrole ont généralement, tout au long de l'histoire des États-Unis, contribué à déclencher des récessions. En d'autres termes,

les crises des prix du pétrole ont été suivies d'une récession. Les prix élevés de l'or noir augmentent les coûts pour un large éventail d'entreprises et pèsent sur les budgets des consommateurs, entraînant une hausse de l'inflation et une baisse des dépenses de consommation. C'est une recette pour un désastre économique auquel le monde est une fois de plus invité à faire face.

Il convient également de noter que les prix du pétrole se sont envolés depuis juin en raison des réductions de production des plus grands producteurs mondiaux de brut (OPEP+, qui comprend la Russie et l'Arabie saoudite). Les prix du pétrole brut Brent, référence internationale, ont augmenté de 28 % depuis leur plus bas du 11 juin de 74 dollars le baril à plus de 95 dollars le baril, pour atteindre 100 dollars le baril.

Mais les événements dans le reste du monde pourraient également entraîner les États-Unis sur une trajectoire descendante. La deuxième économie mondiale, la Chine, est embourbée dans une crise immobilière. Dans la zone euro, les prêts diminuent à un rythme plus rapide qu'au plus bas de la crise de la dette souveraine, signe que la croissance, déjà stagnante, est sur le point de ralentir.

En conclusion, je voudrais souligner que l'horizon de l'économie américaine et des marchés devient de plus en plus sombre. Les nuages sombres dans le ciel financier s'épaississent, provoquant naturellement inquiétude et peur, et annonçant que la tempête ne tardera malheureusement pas à arriver.

Isidoros Karderinis est né à Athènes en 1967. Il est journaliste, romancier et poète.

OUSMANE GAOUAL DIALLO SUR TV5

« Des manifestations ont eu lieu, il y a eu des victimes. Cela arrive dans beaucoup de pays... »

Ousmane Gaoual Diallo, le ministre porte-parole du gouvernement de transition était le jeudi 28 septembre 2023 sur TV5. Il a mis cette occasion à profit pour se prononcer entre autres sur les cas de morts enregistrés en marge des manifestations en Guinée pendant cette transition CNRD conduite par le colonel Mamadi Doumbouya.

« Des manifestations ont eu lieu, il y a eu des victimes. Cela arrive dans beaucoup de pays. L'Etat se doit d'ouvrir des enquêtes, pour retrouver les

auteurs et les commanditaires et les traduire devant la justice. La justice n'a pas été rendue parce que, lorsque des victimes sont signalées et observées dans ces types de manifestations, la recherche est longue pour retrouver les auteurs. Au moment où nous sommes en train d'écrire notre propre Constitution, nous proposons que les gens fassent très attention et tiennent compte de notre contexte. Et puis nous interpellons la communauté internationale en disant que finalement quand on regarde les pays de l'Asie du Sud-est, des pays du Moyen-Orient qui ont

connu pendant ces 40 années plus de prospérité, plus de croissance économique alors qu'ils bénéficient aussi de l'aide au développement qui n'est pas indexée sur les cycles électoraux, il est important que cette aide au développement qui arrive en Afrique soit déconnectée de ces principes ; qu'il faut laisser le temps aux Africains d'absorber dans leur propre contexte, les instruments démocratiques pour pouvoir construire l'institution plus solide », a soutenu Ousmane Gaoual Diallo. Et parlant des soupçons des Forces Vives suite au discours du colonel

Mamadi Doumbouya à la tribune des Nations-Unies, il a tranché en ces termes : « C'est un soupçon que l'opposition essaye de nourrir depuis un certain temps, mais cela ne repose sur aucun objectif dans la mesure où le chronogramme sur lequel le président et le gouvernement se sont engagés, est encore en

cours et surtout, le déroulé des étapes devant conduire à la fin de cette transition, font l'objet d'un comité de suivi. Autour de la table, il y a la communauté internationale, le G5, la CEDEAO tous observateurs constatent le respect du calendrier et des étapes »

Mamadou Saidou



CNT

Le volet dépense de la LFR adopté avec des révélations accablantes

Comme le volet recette, celui de la dépense de la Loi de Finances Rectificative est passé sans détour à la plénière du 26 septembre à l'hémicycle du palais du peuple. L'adoption de ce volet qui a connu une majoration de plus de mille milliards de francs guinéens vient boucler le projet de la LFR exercice 2023.



Selon le rapport établi par le Conseil National de la Transition, les dépenses de la LFR 2023 sont évaluées à 37 249,45 millions de dollars US contre une prévision initiale de 36 106,74 Mds US, soit une augmentation de 1 142,70 Mds US (3,16%).

Dépenses courantes pour 21/622,88 Mds contre 20 815,18 Mds soit une augmentation de 807,71 Mds. Elle porte sur les dépenses de personnel pour 471,05 Mds, les dépenses de biens et services pour 138,92 Mds et les dépenses de transfert pour 379,54 Mds. Cette

augmentation est atténuée par une baisse des charges financières de la dette pour 181,80 Mds.

Ces dépenses sont constituées de :

Charges financières de la dette : La charge financière de la dette est révisée à 1 063,20 Mds de GNF contre une prévision initiale de 1.245,00 Mds, soit une diminution de 181,80 Mds (-14,60%) due essentiellement à l'appréciation du franc guinéen par rapport aux devises étrangères. Leur part dans les dépenses courantes est de 4,96% contre 5,98% en LFI

2023. Elles se décomposent en dette intérieure pour 679,04 Mds (63,87%) et sur les intérêts de la dette extérieure pour 384,16 Mds (36,13%).

Dépenses de personnel : elles sont révisées à 7/ 831,50 Mds contre 7 360,45 Mds en LFI 2023, soit une hausse de 471,05 Mds (6,40%) qui s'explique particulièrement par le recrutement de nouveaux agents et l'avancement en grade pour le compte du Ministère de la Défense Nationale. Elles sont atténuées par les ajustements à la baisse effectués au niveau de certains départements ministériels notamment celui de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation. Leur part dans les dépenses courantes se situe à 36,22% contre 35,36% en LFI 2023. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses de personnel représentent 30,72%, ce qui est inférieur au seuil du critère de convergence de la CEDEAO fixé à 35%.

Dépenses de biens et services : elles sont revues à la hausse à 4/ 116,86 Mds contre 3 977,94 Mds, consécutivement à la prise en compte des frais de réquisitions relatifs aux rappels des diplomates retraités dans les Ambassades et Consultats, de l'achat de matériels didactiques pour la rentrée des classes, de l'acquisition des documents sécurisés, de la formation des formateurs au niveau de l'Enseignement Supérieur et des arriérés de consommations d'eau de l'administration. Leur part dans les dépenses courantes s'établit à 19,04% contre

19,11% dans la loi de finances initiale 2023. Elles absorbent 15,04% des recettes intérieures.

Dépenses de transfert : Elles sont projetées à 8/ 611,32 Mds contre 8 231,78 Mds, soit une augmentation de 379,54 Mds (4,61%) due fondamentalement au virement de crédits opéré en faveur du Fonds de Développement de l'Agriculture (FODA) du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Guichet Choc Alimentaire), atténuée par d'autres modifications de crédits intervenues au cours de l'exécution. La part des dépenses de transfert dans les dépenses courantes se situe à 39,83% contre 39,55% et représente 3,95% du PIB.

Dépenses d'investissement : pour 14/ 429,41 Mds contre 14 005,65 Mds, soit une hausse de 423,76 Mds (3,03%). Elles représentent 40,02% des dépenses du budget général contre 40,22% en LFI et se décomposent en : dépenses d'investissement projets et programmes pour 12 833,39 Mds (87,46%); dépenses d'investissement hors projets pour 1 839,98 Mds (12,54%). Les dépenses d'investissement projets et programmes sont financées sur ressources intérieures pour 5 883,69 Mds et sur ressources extérieures pour 6 949,70 Mds.

Quant aux dépenses d'investissement hors projets, elles concernent les acquisitions d'actifs non financiers pour 1 089,17 Mds, les prises de participation pour 226,64 Mds et le Fonds d'Entretien Routier pour 524,16

Mds.

Certes adopté par la majorité des Conseillers Nationaux présents à cette plénière, les enquêtes révélées dans ce projet de LFR 2023 ont suscité l'indignation dans la salle. Une révélation non des moindres a été faite par l'institution dirigée Docteur Dansa.

Le CNT fait remarquer que certains bâtiments privés qui abritent des services publics coûtent des milliers de nos francs à l'Etat. Pourtant, il s'agit des bâtiments construits sur des domaines de l'Etat.

" A la suite des interrogations soulevées et des réponses apportées par les représentants du Gouvernement, des constats assortis de recommandations spécifiques ont été formulés ainsi qu'il suit : les charges de location des bâtiments abritant certains services publics absorbent d'importantes ressources financières. A titre d'illustration, la Cour des Comptes paye 823 443 598 GNF et la Cour Suprême (ex Cour Constitutionnelle) 916 666 666 GNF par mois soit près de 21 milliards gnf par an pour un même bâtiment" a révélé la rapporteure générale du CNT, Fatima Camara.

Pour corriger cette importante saignée financière, l'organe législatif recommande à l'Etat, la construction de locaux pour ses services. En attendant la mise en œuvre de cette recommandation, il invite le Gouvernement à renégocier à la baisse ces contrats de location.

Samuel Demba. D

CONDUITE DES AFFAIRES PUBLIQUES

Doussou Condé "note" des membres du Gouvernement Goumou

Mme Sanoh Doussou Condé qui vit aux USA, a accordé récemment une interview à Mediaguinee. Une interview au cours de laquelle cette activiste a distribué des points au colonel Doumbouya et à certains de ses ministres.

« Le colonel Mamadi Doumbouya a besoin d'un remaniement imminent pour la stabilité même de notre pays, parce qu'il y a beaucoup de gens qui sont dans ce système, je ne dis pas qu'ils ne foutent rien mais n'ont aucun résultat. Surtout après l'évaluation, les médiocres, les passables doivent être virés franchement. Mais par contre,

ceux qui sont bien, on les maintient. Tout n'est pas médiocre.

Parmi les ministres, je peux citer Diak Sidibé de l'Enseignement supérieur. Cette dame n'est pas mal, je ne la suis pas de près mais elle n'est pas mal. M. Alpha Bacar Barry que je citerai tout le temps, je ne le connais même pas mais je le regarde, j'apprécie, il est extraordinaire, les gens l'apprécient. Je me trompe sur des gens mais pas 100 pour cent.

Il y a Alphonse Charles Wright, j'ai l'impression qu'il est en train de se battre contre le désordre qui était au niveau

du Ministère de la Justice. J'apprécie également le ministre de Mines Moussa Magassouba. Il y a beaucoup de discipline dans les Mines, on n'a qu'à se dire la vérité. Avant, le matin, mille camions peuvent se diriger par-ci, par-là mais les gens me disent : lui il est trop strict, il a annulé beaucoup de licences mais il est serein. J'ai vu un homme très équilibré.

Il y a le ministre de la Défense nationale Aboubacar Sidiki Camara alias Idi Amin. J'ai vu une discipline au niveau de notre armée », a fait savoir Mme Sanoh Doussou Condé.

Mamadou Saïdou



MASSACRES DU 28
SEPTEMBRE

La mobilisation de 19 milliards GNF en faveur des victimes

Dans le cadre du projet financé par le Peace Building Fund (PBF) intitulé « Appui à la cohésion sociale », le Bureau des Nations unies, a organisé une table ronde autour des résultats obtenus depuis l'ouverture du procès du 28 septembre. C'était le vendredi 29 septembre 2023.



Dans son intervention de circonstance, Dr Gualbert Gbehounou, coordinateur résident du système des Nations Unies en Guinée, a déclaré ceci : « Le procès du massacre du 28 septembre 2009 revêt une importance capitale aussi bien pour le gouvernement guinéen que pour les Nations Unies. Ce procès historique est une contribution majeure à la réalisation de l'Objectif de Développement Durable numéro 16 intitulé Paix, Justice et institutions efficaces. Au niveau du système des Nations unies, nous avons matérialisé notre accompagnement par à travers la mise en œuvre du projet d'appui au processus de réconciliation nationale et de la cohésion sociale en Guinée grâce au financement du fonds de consolidation de la paix. Ce projet nous a permis de renforcer les capacités des journalistes »

Quant au représentant de l'ONU Droits de l'homme, Aimé Kakolo Ntumba, il a tenu à rappeler qu'au cours des 13 précédentes années, l'appui de son institution est allé du plaidoyer auprès des autorités nationales à la mobilisation de la communauté internationale, au soutien aux victimes en passant par le renforcement de capacités des acteurs judiciaires.

Le ministre de la Justice et des Droits de l'homme,

Alphonse Charles Wright, pour sa part, a fait remarquer que la Guinée, depuis l'avènement du CNRD au pouvoir a opté pour la culture de la rupture des mauvaises pratiques qui avaient jusque-là gangrené le système judiciaire. « Pour les victimes, nous avons pu mobiliser 19 milliards. Cette aide financière se poursuivra, car les victimes jouent un rôle essentiel dans ce procès. Il est impératif de ne pas les négliger. Nous reconnaissons que nos partenaires ont fourni des efforts considérables pour les soutenir, mais nous entendons leurs appels au secours, qui nous parviennent quotidiennement. Elles ont besoin de soins médicaux, d'une assistance financière, de soutien psychologique, et bien d'autres formes d'aide. Nous encourageons nos partenaires à envisager des mécanismes pour accompagner l'État guinéen dans la mise en place de mesures administratives réparatrices intérimaires, distinctes des mesures de réparation qui seront ultérieurement prononcées de manière indépendante par le tribunal. Il est crucial de souligner que pour que ces victimes puissent exercer leur droit à la réparation, il est primordial qu'elles soient en vie. Nous exhortons nos partenaires à continuer à soutenir notre pays sur cette voie », a déclaré le ministre.

Samuel Demba. D

DONKA

Dr Dansa Kourouma et Dr Bernard Goumou se recueillent sur la tombe de Sékou Touré

Le président du Conseil national de la transition (CNT), Dr Dansa Kourouma, accompagné du Premier ministre, Dr Bernard Goumou et de l'imam de la mosquée Fayçal de Conakry, Elhadj Mamadou Saliou Camara, s'est recueilli le jeudi, 28 septembre 2023, sur la tombe de Sékou Touré, le premier président de la Guinée indépendante.

« Je demande à Dieu d'accepter les prières, les invocations et les bonnes intentions qui ont été envoyées au camarade président Ahmed Sékou Touré

et à ses compagnons. Aux membres de sa famille qui l'ont accompagné et qui restent ici encore, que Dieu accepte ces prières. Au nom du président de la République, le Colonel Mamadi Doumbouya et de tous les membres du gouvernement, nous sommes très émus parce qu'aujourd'hui est un jour exceptionnel. L'anniversaire du vote du non du 28 septembre qui a ouvert la voie à l'indépendance de tous les peuples Africains, le Non du 28 septembre n'était pas que pour la Guinée, c'était pour tous les peuples opprimés du monde. Et aujourd'hui, c'est une

nouvelle ère pour notre pays, c'est la victoire de la reconnaissance sur la négation (...). Nous sommes indépendants, fiers et dignes aujourd'hui. C'est parce que des filles et des fils de la Guinée ont renoncé à l'opulence du pouvoir pour se sacrifier pour que nous nous puissions vivre sur une terre bénie, une terre libre, une terre digne. Donc une nation libre et indépendante. Donc, nous venons rendre un hommage à cet homme qui repose dans ce mausolée (...). » a confié le président du CNT.

Mamadou Oury

GUINÉE

Le mouvement syndicat menace en cas d'échec des négociations tripartites

Le mouvement syndical guinéen a fait savoir le vendredi, 29 septembre 2023, au sortir des négociations tripartites au ministère du Travail et de la Fonction Publique, que les 20% proposés par les représentants du Gouvernement ne sont pas satisfaisants et hausse le ton.

« Nous étions la dernière fois à 92% et le Gouvernement était à 15%. Aujourd'hui matin, leurs représentants sont revenus à 20%, ce qui nous a fait redescendre à 90%. Mais honnêtement parlant, les lignes ne bougent pas. Parce que comme vous le savez, nous avons accepté de redescendre pour montrer à la médiation et au patronat notre esprit de bonne volonté. Malheureusement, le Gouvernement n'est pas dans cet état d'esprit, eux qui nous ont dit qu'au niveau de la CEDEAO qu'on peut payer jusqu'à 35% des recettes fiscales. Mais avec ce chiffre qu'ils nous ont communiqué, on est très loin de ça. Nous lançons donc un appel à l'endroit du Premier ministre Chef du Gouvernement, au Président de la transition, qui nous ont vraiment promis à la date du 18 septembre 2021, lorsqu'on a été reçu par le Colonel Mamadi Doumbouya, d'unifier le mouvement syndical guinéen et c'est ce qui fut fait, afin de parler d'une seule voix. Alors nous voulons vraiment qu'ils arrivent à refonder les salaires des



travailleurs de la République de Guinée. Un salaire d'entrée de 820.000 GNF. Et lorsque vous appliquez les 20%, cela ne représente rien et c'est insignifiant. C'est pourquoi nous appelons ce Gouvernement à revoir la situation pour l'intérêt des travailleurs. Faute de quoi, nous allons prendre nos responsabilités pour vraiment rendre compte... Ça commence déjà à tirer. On n'a jamais négocié de cette manière, bien que nous comprenons que c'est un Gouvernement qui vient de

commencer l'expérience, ce qui fait que nous tournons beaucoup. Sinon les syndicalistes ont de l'expérience, contrairement à eux qui sont à leur deuxième année. Et comme vous le savez, il y a l'ouverture des classes qui s'annonce, les travailleurs attendent depuis le 20 avril qu'il y ait vraiment une augmentation sur leur salaire», a martelé le président du comité de négociation, Abdoulaye Barry.

Mamadou Oury

COMPÉTITIONS DE LA CAF

L'organisation de la CAN 2025 attribuée au Maroc

A l'issue de la réunion de son Comité exécutif qui s'est tenue le mercredi 27 septembre, au Caire (Egypte), la Confédération africaine de football (CAF), a attribué l'organisation de la CAN 2025 au Maroc.



Pour des raisons qui leur sont propres, à l'exception du Maroc, tous les pays candidats à l'organisation de la CAN 2025, dont l'Algérie, ont désisté. A l'issue de la réunion de son Comité exécutif qui s'est tenue le mercredi 27 septembre, au Caire (Egypte), la Confédération africaine de football (CAF), a alors attribué

l'organisation de cette édition au Maroc. La CAN 2027, quant à elle, sera organisée par trois pays d'Afrique de l'Est, à savoir le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. C'est la première fois que la CAN va revenir en Afrique de l'Est depuis 1976. Pour rappel, en septembre 2022, l'instance dirigeante du football africain, pour des raisons que tout le monde connaît, avait cru

devoir retirer à la Guinée l'organisation de la CAN 2025. Une édition que va désormais abriter le Royaume chérifien qui, aux dires de tous les analystes et observateurs avertis, est déjà prêt. Le pays de Moustapha Hadji est actuellement la première nation africaine au classement FIFA, quatrième au dernier Mondial et candidat à l'organisation de la Coupe du 2030 avec l'Espagne et le Portugal. Il vient d'organiser sans problèmes deux compétitions africaines de football: la CAN féminine et la CAN U23.

Pour 2027, le trio Kenya-Ouganda-Tanzanie a sans doute bénéficié du souhait de la CAF d'instaurer un système de rotation dans les régions d'Afrique. « Il faut que chaque zone puisse accueillir la CAN. Nous voulons mettre l'accent sur la rotation », a d'ailleurs fait savoir Patrice Motsepe, le président de la CAF. L'Afrique de l'Est va donc accueillir la Coupe d'Afrique des nations, 51 ans après la dernière qui avait eu lieu en 1976 en Éthiopie.

Mamadou Oury

INTERCLUBS DE LA CAF

Des fortunes diverses pour les représentants guinéens

Les interclubs de la CAF (Ligue des champions, coupe de la Confédération) se sont joués le week-end dernier sur différents stades du continent. Les deux représentants guinéens en Ligue des champions (Hafia FC, Horoya AC) se sont fait éliminer. Seule l'Académie SOAR est parvenue à se qualifier pour la phase de groupe de la coupe de la Confédération.

Le samedi 30 septembre, le Horoya AC malgré sa victoire 2-1 contre Medeama SC du Ghana, a dit adieu à la phase de groupe de la Ligue des champions. A l'aller, les Rouge et Blanc de Matam ont été battus sur le score de 3-1. Le Hafia FC, de son côté, n'est pas parvenu à créer l'exploit. En déplacement au Maroc, le champion de Guinée en titre a été battu 3-0, par le Wydad AC de Casablanca.

Lors de la manche aller qui s'est jouée à Conakry, les Vert et Blanc de Dixinn et leurs adversaires marocains s'étaient neutralisés (1-1). Tout comme le Horoya AC, le



légendaire Hafia FC (triple champion d'Afrique) n'est pas parvenu à valider son ticket pour la phase de groupe de la plus prestigieuse des compétitions interclubs de la CAF.

C'est l'Académie SOAR, engagée en coupe de la Confédération, qui a agréablement surpris les observateurs en arrachant en déplacement sa qualification pour la phase de groupes de la Coupe CAF. Le club guinéen,

qui s'était incliné 1-2 à l'aller, s'est imposé 2-0 au retour sur le terrain des Ivoiriens de l'AFAD d'Abidjan. Ce qui lui ouvre donc les portes de la phase de groupes de la Coupe CAF, pour le plus grand bonheur de ses dirigeants et supporters. Depuis le triplé historique du Hafia FC (1972, 1975, 1977) en C1 et le sacre du Horoya AC en C2 en 1978, les clubs guinéens peinent à aller au bout des compétitions interclubs de la CAF.

Mamadou Oury

GUINÉE

Le message d'Alpha Condé à l'occasion de l'An 65 de l'indépendance nationale

A l'occasion de l'An 65 de l'indépendance guinéenne, le professeur Alpha Condé, renversé le 5 septembre 2021 par le colonel Mamadi Doumbouya, a bien voulu s'adresser à ses compatriotes en tant que président de la république qui garde sa légitimité. Lisez...

« À la veille du 65^{ème} anniversaire de l'indépendance de la Guinée, le professeur Alpha Condé, renversé le 5 septembre 2021, a adressé un message à ses compatriotes en tant que président de la République. Message...

A l'occasion du 65^{ème} anniversaire de l'accession de notre pays à l'indépendance nationale, je suis heureux de célébrer avec vous, cette date historique qui a permis à notre peuple, le 2 octobre 1958, de s'affranchir de la domination coloniale. Il y a 65 ans, notre peuple a choisi librement et dignement son avenir institutionnel et cet esprit de souveraineté doit encore guider nos pas. En ces temps où l'Afrique prend en main son destin, les Guinéens doivent être conscients de l'impérieuse nécessité d'évaluer les orientations politiques et économiques du pays, en fonction des intérêts exclusifs du peuple de Guinée.

Depuis 1958, nous avons entrepris ensemble une longue marche, traversé des épreuves difficiles pour constituer le patrimoine des acquis démocratiques que nous avons bâti ensemble depuis l'élection présidentielle de 2010. Des acquis démocratiques que nous devons encore défendre, pour honorer le contrat social qui doit lier les gouvernants aux gouvernés, c'est-à-dire, le respect de la légitimité démocratique. Et non pas servir d'obscur intérêts venus d'ailleurs et qui retardent le continent africain.

Je m'adresse à vous en tant que président de la république qui garde sa légitimité, parce que je n'ai pas accédé au pouvoir par la violence et mon pouvoir n'a pas été remis en cause par les urnes. Aujourd'hui, au moment où la Guinée évolue en dehors des règles constitutionnelles, nous devons tous être conscient des enjeux et des défis qui se posent à notre nation. En premier lieu : le retour à la démocratie et à l'état de droit qui doit se traduire par le retour à l'ordre constitutionnel, le respect des libertés publiques, qui permet aux partis politiques, aux syndicats, à la société civile

d'exercer librement leurs activités. Aux journalistes, de travailler dans la liberté et la responsabilité, sans peur de la pression politique, du chantage, de la connivence obligée ou violence subie.

Dans ce contexte, il est utile de s'inscrire dans la lutte contre la violence et les abus de pouvoir qui conduisent souvent à l'arrestation arbitraire de certains citoyens emprisonnés depuis plus d'une année, sans jugement, dans un cadre de pression politique, intimidation et règlement de compte ciblés. Un état de fait symbolisé par l'impuissance d'une justice qui s'éloigne des vertus cardinales de l'indépendance et de l'état de droit, une magistrature qui a pourtant dans les acquis démocratiques, bénéficié d'un statut et d'avantages matériels pour mener librement sa mission.

D'autres défis attendent notre pays, notamment : La lutte contre la pauvreté, l'engagement en faveur des jeunes sans emplois, l'aide renforcée à l'autonomisation des femmes qui connaissent aujourd'hui une rentrée scolaire difficile, à cause de la cherté de la vie. Je voudrais adresser à chacun d'entre vous, un message vous invitant à ne pas accepter l'inacceptable, il faut continuer à se battre pour défendre les vertus d'unité, de fraternité et de confiance, pour un retour de la Guinée dans le giron démocratique. Afin que nos efforts passés pour instaurer la démocratie, ne soient pas dilapidés par des hommes sans projets de société.

C'est pourquoi je salue le courage de ceux qui résistent à la tentation trop facile d'accepter une situation de non droit et d'injustice, pour des raisons égoïstes et personnelles, je salue ceux qui ne renoncent pas aux valeurs cardinales de la dignité et de la loyauté, en refusant de brûler aujourd'hui, ce qu'ils ont adoré hier. A l'opposé des hommes et femmes qui ne voient la Guinée qu'en termes de rente et bénéfiques, pariant sur une gouvernance inversée où les meilleurs sont en bas de l'échelle, les moins bons en haut, alors qu'une telle société n'a pas d'avenir.

A chacun d'entre vous, je souhaite bonne fête d'indépendance et demande de croire à notre destin commun dans la justice, la paix et la démocratie. Bonne fête de l'indépendance ! », a écrit l'ancien président de la République de Guinée.

Samuel Demba. D